

Communiqué de presse - Publication du huitième Avis annuel de la Fondation IDEA asbl

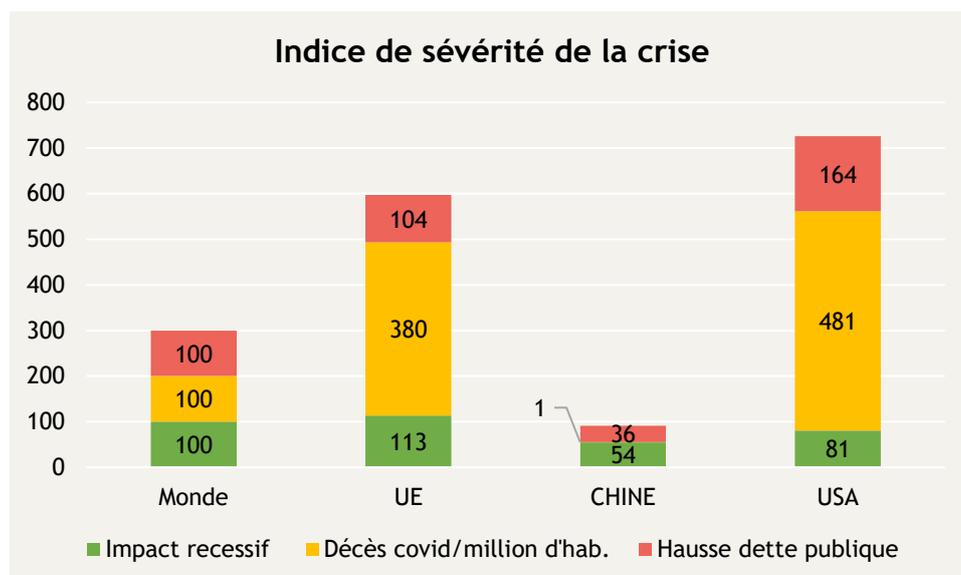
## « L'An 2020, vain ! »

IDEA publie son Avis annuel 2021, intitulé: « l'An 2020, vain ! ». Après un tour d'horizon de la conjoncture internationale, le document revient sur la résilience de l'économie luxembourgeoise durant la récession pandémique et les mesures de soutien budgétaire mises en place par le Gouvernement afin de permettre aux entreprises et aux ménages d'affronter la sous-activité qui a cours dans de nombreux secteurs à cause des mesures de distanciation physique. La seconde partie de cet Avis est consacrée aux résultats du Consensus économique d'IDEA au travers duquel a été recueilli le sentiment de près de 130 professionnels luxembourgeois quant aux évolutions futures de l'économie mondiale et luxembourgeoise.

### Le Grand confinement : une crise pas comme les autres qui rabat des cartes

2020 aura été une année pour le moins singulière, avec une imbrication inusitée de l'économie et de la santé et une récession d'une rare rudesse. En témoigne, même s'il est loin de tout résumer, un PIB mondial en recul de 3,5% sur l'année alors que le FMI prévoyait dans ses dernières prévisions élaborées dans le « monde d'avant » (en janvier 2020) une croissance mondiale de 3,3%.

Ce décrochage du PIB mondial de l'ordre de 7%, accompagné d'effroyables drames humains (la Covid a déjà causé la mort de 2,5 millions d'individus), masque cependant des répercussions socio-économiques qui varient considérablement d'un pays à l'autre.



1. **La Chine**, qui a pourtant été le premier pays affecté par la pandémie, apparaît du côté plus « favorable » du spectre. Elle affiche un bilan de moins de 5.000 morts causés par la Covid, aura été le seul pays du G20 à avoir été en croissance sur l'année (+2,3%), et est devenue en 2020 le premier pays récipiendaire d'IDE (devant les Etats-Unis). La crise sanitaire-économique a par ailleurs mis en exergue son importance dans les chaînes de valeur internationales et son rôle de « partenaire commercial indispensable » pour l'approvisionnement en produits essentiels, voire sensibles (masques, appareils d'assistance médicale, matériel informatique, terres rares, etc.). En dépit de la singulière résilience de l'économie chinoise et de la bonne orientation de son commerce extérieur (balance commerciale en hausse de 25% en 2020 à 535 milliards de dollars), la multilatéralisation en cours des conflits technologico-commerciaux entre la Chine et les pays développés ont conforté les dirigeants du PCC (qui fête son 100<sup>ème</sup> anniversaire en 2021) dans l'idée qu'il était nécessaire d'endogénéiser davantage encore la croissance et la montée en gamme de l'économie. Le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (qui sera publié en mars) devrait préciser les moyens qui seront mis en œuvre afin de rendre la Chine moins dépendante de l'extérieur dans sa volonté d'atteindre sa « vision 2035 », à savoir être un pays socialiste moderne.
2. **L'UE**, qui est passée d'une consultation sur l'amélioration du cadre de surveillance budgétaire en février 2020 à l'activation de la clause dérogatoire générale<sup>1</sup> en mars, accuse un recul du PIB d'environ 6% en 2020. Malgré ce décrochage très prononcé du PIB (pour rappel, le PIB de l'UE avait reculé de 4,3% en 2009), l'évolution du taux de chômage y est restée relativement contenue (de 6,5% à 7,5% entre janvier et décembre 2020) à la faveur d'un policy-mix de grande ampleur combinant des mesures budgétaires qui ont cherché à préserver le lien entre les salariés et les entreprises et une politique monétaire très accommodante qui aura permis le financement des déficits à des taux d'intérêt réduits. La crise a par ailleurs de nouveau frappé plus durement le groupe PIEG (Portugal, Italie, Espagne, Grèce) en proie à des difficultés structurelles et disposant de marges de manœuvres budgétaires réduites par rapport à l'UE-nord. L'historique plan « fédéralisé » de relance NGEU (NextGenerationEU) de 750 milliards d'euros dont le groupe PIEG sera le principal bénéficiaire s'avère à cet égard un élément bienvenu afin de favoriser un redressement économique ordonné et relativement homogène au sein des Etats membres. En plus de « gagner la bataille » de la gestion/sortie de la pandémie et du déploiement rapide du plan de relance NGEU, il semble indiqué que les Etats membres devront veiller à ne pas freiner la reprise en précipitant l'arrêt de leur soutien aux entreprises et aux ménages.
3. Les **Etats-Unis** auront connu une année 2020 particulièrement « électrique » du fait de la crise sanitaire, de ses répercussions socio-économiques et d'une élection présidentielle plus chahutée qu'à l'accoutumée. Malgré cela, le PIB n'y a décroché que de 3,5%, bien soutenu par une succession de plans budgétaires massifs totalisant plus de 15% du PIB. Le taux de chômage, particulièrement sensible à la conjoncture, y a toutefois littéralement explosé et est passé de 3,5% en janvier 2020 à 6,3% en janvier 2021 - après un pic à 14,8% en avril 2020. Le pouvoir d'achat des ménages a été cependant globalement préservé grâce, notamment, aux versements de cash contenus dans les différents plans de soutien mis en œuvre. Si les principales préoccupations de la nouvelle administration restent la vaccination de la population et la mise en place d'un nouveau plan de relance (de l'ordre de 8% du PIB), certains des premiers « executives orders » signés par le président Biden, tout comme son programme, renseignent qu'à l'unilatéralisme trumpien devrait succéder l'isolationnisme américain traditionnel, sous fonds de rapports conflictuels avec la Chine et relativement amicaux avec l'UE.

---

<sup>1</sup> - L'activation de cette clause a mis en suspens les règles contraignantes du Pacte de stabilité et de croissance.

## Du Luxembourg

Partant d'une bonne situation de départ sur le plan économique et budgétaire, le **Luxembourg** figure résolument parmi les pays de l'UE les moins affectés par les retombées économiques de la crise. Ainsi, le PIB n'aurait selon les premières estimations du STATEC décliné « que » de 1,3% en 2020, contre une chute de l'ordre de 7% dans la zone euro. Le Grand-Duché est en outre le seul pays de l'UE ayant affiché une progression de l'emploi en 2020. Enfin, même s'ils s'affichent en hausse, le taux de chômage est loin d'y établir des records et la dette publique demeure inférieure à 30% du PIB.

Faut-il en conclure que le Luxembourg est à l'abri de toute déconvenue ? Certainement pas, comme le montre la dégradation de la situation sociale de divers segments de la population ou encore une flambée des prix de l'immobilier susceptible d'aggraver les inégalités de patrimoine. De surcroît, certains facteurs de résistance de l'économie luxembourgeoise pourraient se retourner au cours des années à venir. A titre d'exemple, le secteur financier pourrait être affecté par des taux d'intérêt durablement bas, donc susceptibles d'alimenter des « bulles d'actifs », ou par une volatilité exacerbée des prix des actifs financiers potentiellement dommageable à la croissance au Grand-Duché, traditionnellement très exposée à l'évolution des marchés boursiers.

Enfin, au Luxembourg comme ailleurs, **l'année 2021** pourrait ne pas être conforme aux attentes formulées dans l'euphorie des fêtes de fin d'année. La pandémie affiche des velléités de résistance et la vaccination ne se déploie pas à une vitesse fulgurante au sein de l'UE.

Compte tenu de l'incertitude ambiante minant les projets d'investissement et la consommation, de retards dans la vaccination, des nombreux risques de faillites, de décrochage du marché du travail ou du monde scolaire, 2021 pourrait en définitive être non pas la première année des « roaring twenties », mais plus prosaïquement un clone économique de 2020 - au cours de son premier semestre en tout cas. Ce qui souligne la nécessité de ne pas « retirer prématurément la prise », de continuer à assurer « quoi qu'il en coûte » la stabilité du tissu entrepreneurial au moyen d'interventions micro et macro-économiques bien calibrées.

## Le consensus économique d'IDEA : les voies de sortie

Les résultats de notre « **Consensus économique** », basé sur les réponses de près de 130 décideurs économiques, politiques, partenaires sociaux et économistes, véhiculent les mêmes préoccupations. Si une (très) large majorité de ce panel juge adaptées les mesures économiques prises par le Gouvernement en 2020, il s'en dégage pour 2021 et 2022 des prévisions de croissance économique plutôt mitigées, avec respectivement +1,5 et +2,7% (points centraux). Une vague de faillites au Luxembourg est jugée assez probable, en particulier à partir du deuxième semestre de 2021, d'autant que les principales restrictions sanitaires en cours ne seraient levées qu'au troisième trimestre de 2021 pour 50% des répondants (et au deuxième trimestre pour 35% d'entre eux). En revanche, les membres du panel ne semblent pas lier la levée des restrictions sanitaires, qui entraîneraient une évolution, voire une disparition des dispositifs de chômage partiel, à une « explosion » du chômage. Ce dernier resterait en effet très proche du niveau actuel en 2021 et en 2022.

En ligne avec les craintes exprimées sur la vigueur de la reprise, trois mesures sont particulièrement privilégiées par les participants au « Consensus » :

1. Préparer un plan de relance par l'investissement ambitieux (88%) ;
2. Inciter les ménages aisés qui ont épargné à consommer plutôt qu'à investir dans l'immobilier (avec 75% de soutien) ;
3. Adopter de nouvelles mesures redistributives (73%).

Au niveau européen, le « Consensus » appelle de ses vœux, avec d'importantes majorités relatives, des mesures telles que l'augmentation de la taille du budget européen avec des ressources fiscales propres, la mise en place d'une taxe carbone aux frontières et le renforcement du plan de relance européen « NextGenerationEU ». La suppression des références aux critères « de Maastricht » de 3% (déficits) et 60% (endettement) recueille quant à elle une légère majorité relative (42% contre 35%).

Dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique, une (courte) majorité estime que les objectifs de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ne sont pas atteignables ni dans l'UE, ni au Luxembourg, mais ce « scepticisme » recule par rapport au consensus de 2020.

Enfin, la principale crainte affichée par le panel au niveau européen concerne la multiplication en 2021 de mouvements sociaux en Europe. Ce qui montre plus que jamais la nécessité de sortir des idées préconçues, dans un contexte pour le moins incertain et s'apparentant à un véritable « champ de mines ».

L'Avis annuel 2021 est disponible sur le site <http://www.fondation-idea.lu>  
E-mail: [info@fondation-idea.lu](mailto:info@fondation-idea.lu) ; T: 42 39 39 - 486